

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5251 - LUNDI 12 OCTOBRE 2026

COMPLEXE SCOLAIRE ANGOLA LIBRE

Une capacité d'accueil de dix mille élèves

Inauguré par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le 9 septembre, le complexe scolaire Angola-Libre est doté d'une capacité d'accueil de dix mille élèves sur l'ensemble des cycles préscolaire, primaire et secondaire. À l'image de celui de la Liberté à Talangai et de bien d'autres à travers le pays, cet établissement scolaire vient contribuer à l'amélioration du cadre d'enseignement et d'apprentissage dont le système éducatif congolais a besoin.

Page 16

Le chef de l'Etat coupant le ruban symbolique marquant l'inauguration de l'établissement



ENI CONGO

De bonnes perspectives de production du pétrole et du gaz



Le PDG d'Eni-Congo Claudio Descalzi

« Nous avons étendu la production à presque 160.000 barils par jour. À propos de l'exploration du bloc 24, une analyse des données sismiques est en cours pour voir comment forer le premier puit en 2027 », a fait savoir le président directeur général du groupe pétrolier, italien Eni-Congo, Claudio Descalzi, au sortir de son entrevue avec le président de la République.

Page 16

SANTÉ

Plaidoyer pour l'achat des vaccins

Le responsable pays du département de la mise en œuvre des programmes de l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (Gavi), Martin Morand, a plaidé auprès du président du Sénat, Pierre Ngolo, pour l'inscription d'une ligne budgétaire conséquente dans la loi de finances 2027 pour l'achat des vaccins.

Page 6



Pierre Ngolo s'entretenant avec la délégation de Gavi

CÉMAC

Yvon Sana Bangui : «Beaucoup reste à faire »

Le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale, Yvon Sana Bangui, a évoqué, au cours d'une audience avec le président Denis Sassou N'Guesso, l'importance de prendre des mesures nécessaires à l'atténuation des chocs endogènes et exogènes susceptibles de fragiliser la stabilité économique des pays de la sous-région. Il s'est toutefois dit satisfait du fait que la zone enregistre une croissance positive estimée à 3%.

Page 8



Le gouverneur de la BEAC Yvon Sana Bangui

Éditorial

Voix de l'espoir

Page 2

ÉDITORIAL

Voix de l'espoir

Le vendredi 9 octobre, à Makélékélé, les jeunes ont chanté très fort, pour saluer l'inauguration du complexe scolaire Angola-libre par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. En cette période de rentrée des classes, écoliers, collégiens et lycéens du 1er arrondissement de la capitale, admis dans ces établissements flambant neufs, bénéficient des meilleures conditions d'apprentissage.

Ils ont aussi chanté pour marquer leur adhésion à la politique de rénovation des édifices scolaires portée par la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises. Et qui entend poursuivre cette œuvre à travers le pays.

Prochainement, le tour reviendra aux apprenants du deuxième arrondissement, Bacongo, de se mettre au diapason de leurs collègues de Makélékélé avec l'ouverture du complexe scolaire de l'Amitié. La série commencée, il y a quelques années, a permis la construction des infrastructures du même type à Oyo, dans la Cuvette, à Talangai le 6e arrondissement de Brazzaville, et à Dolisie, dans le département du Niari.

L'ambiance festive observée autour du complexe scolaire Angola-libre et, surtout, les voix des enfants criant « Monsieur le président ! », quand le chef de l'Etat est allé à leur rencontre, incarnaient en même temps l'espoir de voir les pouvoirs publics accorder encore plus d'attention aux préoccupations de la jeunesse.

L'acte posé le 9 octobre et celui qui suivra à Bacongo répondent aux requêtes de cette couche de la population considérée à juste titre comme l'avenir du pays. Elle devra à son tour prendre conscience de sa part de responsabilité en se consacrant aux études car, le moment venu, elle sera en mesure de rendre à la nation ce qu'elle lui donne aujourd'hui.

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

Treize affaires inscrites au rôle de la session budgétaire du Sénat

La liste des affaires inscrites à l'ordre du jour de la dixième session ordinaire (budgétaire) du Sénat dont les travaux s'ouvriront le 15 octobre, a été dévoilée le 8 octobre à l'issue de la conférence des présidents. La cérémonie présidée par le président de la chambre haute du Parlement, s'est déroulée en présence du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso.

Parmi les treize affaires à examiner et à adopter pendant les trois mois de la session budgétaire, figurent le projet de loi de finances pour l'exercice 2027 et celui portant loi de règlement du budget de l'État, exercice 2025. Les sénateurs sont également invités à se prononcer sur les projets de loi portant création de l'Ordre national des chirurgiens-dentistes en République du Congo ; autorisant la ratification de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, ainsi que le projet de loi autorisant la ratification de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée.

Outre ces projets de loi introduits par le gouvernement, le Parlement a inscrit d'autres affaires dont la proposition de loi relative à la production agricole et à la régulation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République du Congo. Le projet de budget du Sénat, exercice 2027 ; les séances des questions orales avec débat au gouvernement et bien évidemment les séances des questions d'actualité allongent la liste. La première questeuse du Sénat, Andréa Carole Sassou N'Guesso, qui a rendu compte à la presse, du contenu de la dixième conférence des présidents, a rappelé que la chambre haute du Parlement pourrait enregistrer, suivant les urgences, de nouvelles affaires en cours de session.

Parfait Wilfried Douniama



Pierre Ngolo président la 10e Conférence des présidents DR

DISPARITION

Le préfet de Brazzaville a tiré sa révérence

Le préfet de Brazzaville, Yves Bodler Ngongo, est décédé le 9 octobre 2026 dans la capitale. Nommé le 19 août, l'illustre disparu avait été installé dans ses fonctions par le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation le 28 du même mois. Il n'a exercé à ce poste que pendant une quarantaine de jours.

Les Dépêches de Brazzaville



Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directrice de la publication : Bénédicte Pigasse de Capèle

Directrice Générale p.i : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama

Assistante : Leslie Kanga

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,

Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya

Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Pascal Mongo-Slyhm, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou

Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

ADIAC TV

Coordonnateur : Quentin Loubou

Responsable des programmes: Mildred Moukenga

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.

Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Nana Londole, Jules Tambwe Itagali.

Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétaire général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo

Chef de service : Clotilde Ibara

Arnaud Bienvenu Zodialo.

PAO – MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi

Chef de service Maquette : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL-BUREAU DE PARIS

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Dani Ndungidi

ADMINISTRATION - FINANCES

Directeur : Kiobi Chuldrón Abira

Assistant à la direction : Arcade Arnaud Bikondi

Chef de service RHC : Martial Mombongo

Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga

Mbossa Viny, Abira Tachie, Mongo Hurcilla

DIRECTION COMMERCIALE

Responsable commercial : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Djongbot

Olabouré, Marina Zodialho, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima

Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse

Assistante : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala

Adjoint à la direction : Elvy Bombete

Coordonnateur : Rachyd Badila

Adjoint: Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Boris Ebaka

Médiatrice culturelle : Émilie Eyala

Assistant: Eustel Chrispain Stevy Oba

Caissière: Jessica Iloki

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi

Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Directeur : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepechesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64

Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Fondateur : Jean-Paul Pigasse

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél : +242 05 200 6565, / Email: contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

VIE DES PARTIS

Les cadres et militants du PCT renforcent leurs capacités

Le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Moussa, a précédé le 8 octobre à Brazzaville, au lancement des travaux du séminaire de formation des formateurs de ses cadres et militants.

Les participants vont jusqu'au 10 octobre, suivre six modules dont l'Organisation, conduite des réunions et élaboration des documents des organes du Parti ; financement et gestion financière des structures du Parti ; prise de note, synthèse et restitution de l'information politique. Les autres modules qui seront également animés par les universitaires et cadres du PCT portent sur l'animation et l'encadrement des structures du Parti ; la gestion administrative et le fonctionnement des organes ainsi que la formation en cascade et rôle du formateur relais.

Le secrétaire permanent du PCT, chef du département de la formation et de la documentation, Théophile Adoua, a rappelé que ce séminaire s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'activité du comité central. « Cette formation nous permettra de disposer à terme de cadres et de militants suffisamment outillés pour assurer efficacement les responsabilités qui leur sont confiées. La formation constitue à maints égards un instrument essentiel du renforcement des capacités. Elle permet non seulement d'acquérir des connaissances mais surtout de consolider les méthodes de travail, d'harmoniser les pra-



Les membres du secrétariat permanent du PCT/D

tiques et d'améliorer le fonctionnement de notre structure », a-t-il rappelé.

Selon lui, la particularité de cette session de formation est qu'elle ne s'adresse pas uniquement à des participants appelés à recevoir des connaissances pour leur propre compte. Elle vise, a-t-il poursuivi, à constituer un noyau de formateurs, relève capable à leur tour de transmettre les connaissances et les méthodes acquises au sein de la structure du parti. La formation des formateurs ne constitue « qu'une première étape des séminaires méthodologiques que nous devons organiser. Elle serait sans intérêt si, par la suite, les moyens n'étaient pas mis en

œuvre pour que les formateurs formés puissent transmettre les connaissances acquises au niveau des organes du parti, afin que le parti vive réellement à la base et au niveau intermédiaire », a-t-il souligné.

Ouvrant les travaux, Pierre Moussa a rappelé la place qu'occupe la formation au sein d'un parti politique comme le PCT qui entend se pérenniser, se renouveler, s'adapter aux mutations de son environnement et demeurer en capacité de répondre aux aspirations de la société. « Il faut aussi de la méthode, de la compétence. Notre parti dispose d'une longue expérience historique, d'un patrimoine politique considérable et d'une riche tradition d'orga-

nisation et d'encadrement de ses militants. Cependant, l'expérience ne dispense jamais de l'apprentissage. Bien au contraire, elle impose de transmettre, de capitaliser, d'actualiser et d'enrichir continuellement les connaissances », a-t-il indiqué.

Il a également rappelé que cette session de formation a la particularité de former un noyau de formateurs appelé, à leur tour, à transmettre les connaissances et les méthodes acquises aux niveaux intermédiaires et de base du parti. Elle offre, a-t-il commenté, l'opportunité de construire un véritable corps de formateurs du parti suffisamment préparés pour accompa-

gner les militants, renforcer leur compréhension de l'organisation, développer leurs capacités d'action en vue d'optimiser le fonctionnement de nos structures. « La solidité d'une organisation ne repose pas uniquement sur ses textes, ses structures ou ses orientations. Elle repose aussi sur les femmes et les hommes qui la font vivre, sur leur capacité à travailler ensemble, à organiser leur action, à rendre compte et à assumer leurs responsabilités », a dit Pierre Moussa, estimant que la formation permet précisément de rapprocher la responsabilité de la compétence, l'engagement de l'efficacité et la volonté d'agir de la capacité à agir.

Parfait Wilfried Douniama

LE FIN MOT DU JOUR

Brazzaville-Maputo

En lutte pour son indépendance des décennies durant, le Mozambique est parvenu à ses fins le 25 juin 1975 après tant de sacrifices. Sous la houlette du Frelimo (Front de libération du Mozambique) et de ses dirigeants, dont le président Samora Moises Machel, au pouvoir jusqu'à sa disparition tragique en 1986, ce pays d'Afrique australe n'a pas oublié son parcours héroïque ni renié ses amitiés des temps difficiles.

La visite officielle du président Daniel Chapo, les 6 et 7 octobre, s'inscrivait à la fois dans le souvenir de la lutte de libération, et dans la perspective de renforcer et diversifier les liens de coopération avec le Congo. Alors que les peuples des pays dits de la ligne de front, parmi lesquels le Mozambique, combattaient les forces d'occupation, Brazzaville fut à cette époque le point de mire des volontés émancipatrices africaines.

Parti unique en son temps, le PCT (Par-

ti congolais du travail) a fait corps avec d'autres organisations politiques engagées auprès de nombreux mouvements indépendantistes qui étaient actifs sur le continent africain mais aussi en Aise et en Amérique latine. Les années passent mais ne peuvent effacer la portée historique de ces moments de solidarité assumée.

C'est pour exprimer sa reconnaissance à l'action du Congo à l'égard de son pays qu'aussitôt après son arrivée à Brazzaville, le chef de l'État mozambicain s'est rendu sur le lieu où repose le président Marien Ngouabi au cœur de la capitale. Par ce geste fort, Daniel Chapo qui fait partie de la jeune génération des dirigeants africains a montré qu'il suit les traces de ses prédécesseurs prenant ainsi date avec cette histoire commune de lutte pour la liberté.

Comme ses pairs du continent, l'hôte du président Denis Sassou N'Gueso sait par

ailleurs que pour consolider leurs indépendances, les États africains doivent se rapprocher davantage et s'engager à conclure des partenariats axés sur le développement. Au cours de son séjour de quarante-huit heures, Daniel Chapo s'est rendu à Pointe-Noire pour s'imprégner des opportunités d'affaires qu'offre la capitale économique du Congo.

Le Mozambique et le Congo ont affirmé leur disponibilité de raffermir leurs liens dans les domaines de l'agriculture, des hydrocarbures, des mines, du commerce, de la culture et du tourisme. Les accords signés par les deux parties, tout comme la convergence de vues sur les questions bilatérales et multilatérales, exprimée lors de la conférence de presse conjointe des deux chefs d'Etat, sont le signe de la redynamisation annoncée de l'axe Brazzaville-Maputo. Il restera à transformer les intentions en actions.

Gankama N'Siah

CLUB 2002 PUR

Marie-Cécile Mackouily Voumbo prend les commandes de la Fédération France-Europe

Marie-Cécile Mackouily Voumbo a été portée à la tête du bureau exécutif du Club 2002 PUR (Parti pour l'unité et la République) de la Fédération France-Europe, à l'issue de l'assemblée générale tenue le 3 octobre à Paris.

La restructuration du bureau exécutif intervient conformément à l'acte n°068 du 26 novembre 2016 portant élection du bureau exécutif du Club 2002 PUR de la Fédération France-Europe, ainsi que dans le cadre des préparatifs du congrès ordinaire du parti. La délégation du comité national préparatoire, conduite par Louis Gabriel Missatou, a supervisé les travaux ayant abouti à la mise en place de la nouvelle équipe dirigeante. Marie-Cécile Mackouily Voumbo succède ainsi à Yollas Sosthène Dinghat Loubacky. Cette élection est présentée comme une nouvelle illustration de la volonté du Club 2002 PUR de promouvoir la participation des femmes et des jeunes à la vie politique. Depuis sa création, le 30 janvier 2002, la formation entend renforcer la place de ces deux composantes dans ses structures dirigeantes. La nouvelle présidente de la Fédération France-Europe est également fondatrice de l'associa-

tion Afrique Terre Origine, qui œuvre en faveur de l'épanouissement culturel et éducatif des enfants issus de l'immigration. À travers cette structure, elle s'emploie notamment à favoriser le lien entre la culture française et les origines africaines des jeunes. Elle défend, à ce titre, la biculturalité comme une richesse et un facteur d'ouverture sur le monde. Son action vise notamment à transmettre les valeurs et les cultures africaines, tout en favorisant l'intégration et le sentiment d'appartenance à la société française. Première femme à accéder à la présidence de la Fédération France-Europe du Club 2002 PUR, Marie-Cécile Mackouily Voumbo a placé son mandat sous le signe du rassemblement, du dialogue et de l'engagement au service du parti, de ses militants et des Congolais vivant en Europe. Elle a souligné le potentiel de la diaspora congolaise et sa capacité à contribuer au dé-



Marie-Cécile Mackouily Voumbo, présidente de la Fédération France-Europe Club 2002 PUR/
Vanessa Nguema

veloppement de la République du Congo, appelant à une meilleure mobilisation de ses compétences et de son expertise. La nouvelle responsable a éga-

lement plaidé pour une participation accrue des femmes et des jeunes à la vie politique. Elle a encouragé les femmes à s'engager davantage, estimant

que son accession à la tête de la Fédération pourrait contribuer à susciter de nouvelles vocations. S'adressant aux hommes du parti, elle a estimé que la progression des femmes devait être considérée comme une complémentarité plutôt que comme une compétition, dans la perspective d'un objectif commun. Marie-Cécile Mackouily Voumbo a, par ailleurs, assuré que la nouvelle direction sera à l'écoute des militants, proche du terrain et ouverte au dialogue. Elle a appelé à préserver l'unité et le respect mutuel, en dépit des éventuelles divergences. Désormais, sa feuille de route aura comme consignes, entre autres, la mobilisation des compétences de la diaspora congolaise au service du développement du pays figure ainsi parmi les priorités affichées par la nouvelle équipe, qui entend également renforcer le rôle de la Fédération France-Europe comme relais auprès des Congolais de l'extérieur.

Marie Alfred Ngoma

VIE DES PARTIS

Un partenariat envisagé entre les FDC et les femmes de Congo réflexion

La secrétaire permanente chargée des questions du genre du Parti des démocrates congolais (PDC), Josiana Urlaine Mouhani Ngoussa, qui a séjourné en septembre à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), a balisé la voie devant conduire à la signature prochaine d'un partenariat avec les femmes de Congo réflexion.

Egalement présidente de l'organisation des Femmes démocrates congolaises (FDC), Josiana Urlaine Mouhani Ngoussa a été invitée à Kinshasa par le président national du parti Congo réflexion de la RDC, Junior Kasongo pour rencontrer ses femmes. « Nous avons échangé sur le développement personnel de la femme en général. Une femme de vision, c'est une femme engagée et attachée aux valeurs positives. J'ai motivé la femme sur l'entrepreneuriat et l'autonomisation, nous avons également parlé de notre partenariat entre les femmes démocrates congolaises et les femmes de Congo réflexion », a déclaré en substance Josiane Urlaine



Josiana Urlaine Mouhani Ngoussa reçue par la responsable de l'organisation des femmes de Congo réflexion DR

Mouhani Ngoussa, à l'issue des échanges de partage d'expérience avec les femmes de cette formation politique de la majorité présidentielle de la

RDC. Lauréate du prix « femme de foi » au Trophée Congolaise Women Excellencia organisé par la Fondation Alpha-Perla en dé-

cembre 2025, elle préside aussi aux destinées de la Fondation « Josiana Mouhani pour les délaissées », une ONG qui est encore à ses premiers pas. À tra-

vers sa fondation éponyme, Josiana Mouhani a fait de l'encadrement des jeunes filles-mères et l'accompagnement sur l'autonomisation des femmes, son cheval de bataille. Une expérience qu'elle met également au service de la femme politique. En effet, depuis sa mise en place, l'organisation des FDC participent, sous la conduite de sa présidente, Josiana Urlaine Mouhani Ngoussa, aux côtés des autres forces de la majorité présidentielle aux différentes activités organisées dans le pays. C'est le cas de sa présence remarquable le 8 mars dernier parmi les invités à la cérémonie de célébration de la Journée internationale des droits de la femme.

Parfait Wilfried Douniama

TRANSFERT DE FONDS

L'usage des terminaux de paiement électronique entrera en vigueur dès janvier 2027

Après trois ans de sensibilisation, l'Agence de régulation des transferts de fonds (ARTF) va appliquer, dès janvier 2027, l'usage des terminaux de paiement électronique (TPE) à tout opérateur de transfert de fonds, tel que prescrit par la loi de finances. Ces appareils ont été présentés aux usagers, le 7 septembre, à Brazzaville par le directeur général de l'ARTF, Basile Jean-Claude Bazebi.

Deux cents appareils électroniques, dits terminaux de paiement électronique (TPE), sur les mille commandés, ont été présentés à une centaine d'opérateurs de transfert de fonds et de change, essentiellement la communauté étrangère. Il s'est agi de leur rappeler, de manière pédagogique, que la phase de sensibilisation a déjà pris fin, et qu'ils sont tenus de se conformer car, à compter de janvier 2027, l'Etat va sévir en appliquant sévèrement et impartialement la loi en vigueur. Cette loi de finances fait obligation à tout opérateur œuvrant dans le secteur de transfert de fonds et de change de déclarer officiellement sa structure, de l'enregistrer sur la plateforme digitale mise en place à cet effet. Elle a pour mission de réguler et de contrôler toutes les transactions financières entrantes et sortantes en temps réel sur l'ensemble du territoire en vue de permettre au gouvernement d'évaluer les flux. Les TPE qui leur seront affectés

permettront à l'Etat de contrôler en temps réel et en toute transparence le volume des fonds transités afin qu'il taxe chaque opération à juste titre en fonction de l'afflux transité. Avec ces terminaux, a expliqué le directeur général de l'ARTF, tout se fera dans la plus grande clarté. « Cet appareil contient beaucoup de logiciels et dispose de nombreuses fonctionnalités. Lorsqu'il est allumé, il capte en direct toutes les transactions financières effectuées par l'opérateur, quel que soit l'endroit où il se trouve à travers le pays. Il permettra de vous contrôler en temps réel, car même lorsque cet appareil est éteint, le système mis en place nous signalera. Une formation sera organisée à votre profit pour apprendre comment manipuler cet outil électronique », a précisé Basile Jean-Claude Bazebi. S'adressant aux transactionnaires de fonds, le directeur général de l'ARTF a fait savoir que cette mesure vise



Basile Jean-Claude Bazebi présentant l'appareil électronique aux usagers/Adiac

l'applicabilité de la digitalisation, en vue de bien assurer la mobilisation des recettes publiques, conformément aux orientations données par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Créée par la loi n°7-2012 du 4 avril 2021, l'ARTF est un établissement public à caractère administratif. Elle

a pour missions, entre autres, de réguler les activités de transfert de fonds, de contribuer à l'élaboration de la balance de paiement, de suivre la constitution et la liquidation des investissements directs étrangers et de veiller au bon fonctionnement des sociétés de transfert de fonds. Elle a aussi la compétence d'examiner les

demandes d'agrément des sociétés de transfert de fonds, d'étudier et de mettre en œuvre les mesures visant à stimuler et à mieux réguler le secteur des sociétés de transfert de fonds et de contribuer à la lutte contre le blanchiment des capitaux ainsi que le financement du terrorisme.

Firmin Oyé

INTERVIEW

Dr Liliane Babin : « Je porte la fierté du Congo »

Née à Brazzaville, partie à dix ans, installée à Rome où elle exerce comme médecin urgentiste et ondologue, la Dr Liliane Babin préside Mwasi APS, plateforme des femmes africaines dans le monde. Distinguée par le Standout Woman Award, remis au Parlement italien, elle raconte ce qui la pousse vers l'humanitaire, la naissance de Mwasi, ses chantiers au Congo et le message qu'elle portera à la tribune.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB). Dr Babin, le Standout Woman Award vous sera remis à Rome le 22 octobre. Comment ce prix est-il venu jusqu'à vous ?

Liliane Babin (L.B.). Le Parlement italien a une section dédiée à ce prix, portée par un groupe de femmes qui honore chaque année une quinzaine de personnes distinguées dans le social, le plus souvent des femmes, pour leur expérience de vie et leur action. La remise est publique, devant les institutions parlementaires, administratives et militaires, et des autorités italiennes et étrangères. J'ai été retenue cette fois-ci. Cette reconnaissance récompense le travail de notre plateforme depuis 2020 sur la non-violence. En février 2026, nous avons organisé à la Chambre des députés une conférence sur les maladies sexuellement transmissibles, où je suis intervenue sur la prévention. À Milan, j'ai parlé de la non-discrimination des femmes au travail, en présence d'une sénatrice.

LDB. Née à Brazzaville en 1966, vous êtes partie à dix ans. Quel chemin vous a menée jusqu'aux urgences de Rome ?

L.B. J'ai fait mes études primaires à Brazzaville, puis je suis partie. J'ai poursuivi à Rome, au lycée scientifique, puis à l'université La Sapienza, où j'ai obtenu mon doctorat en médecine et chirurgie. Je suis aujourd'hui médecin urgentiste, en garde médicale et en médecine d'urgence territoriale. Je suis aussi vice-présidente de la Fondation Urgence d'Afrique, qui nous relaie au Congo, et responsable Afrique de la World Women Talent System. Je suis responsable du département Afrique-projets d'Unipax, l'Union mondiale pour la paix, les droits de l'homme et des peuples,



et déléguée de WIO, organisation internationale interculturelle, pour le Congo.

LDB. Vous êtes engagée dans l'humanitaire depuis 1992. Qu'est-ce qui vous y pousse ?

L.B. Pour moi, c'est un devoir. Aider les démunis, avec mes petits moyens mais avec un grand cœur, me rend très heureuse et comblée. Les expériences d'après-guerre en Afrique m'ont profondément marquée, ces enfants traumatisés qui ne sourient plus, ces femmes dans l'ombre, jugées, maltraitées, silencieuses, vivant dans la peur. Nous les écoutons, nous les accompagnons pour leur redonner confiance, parce que tout n'est

pas perdu. Je me sens alors utile, et c'est cela, pour moi, être importante.

LDB. Que dit ce prix pour le Congo et pour la femme congolaise ?

L.B. Son Excellence l'Ambassadeur Henri Okemba l'a affirmé, Mwasi, à travers ma personne et avec le concours de Planète Internationale, fait la différence. Dans chacune de nos mobilisations, je porte la fierté du Congo. Le 25 mai, pour la fête de l'Union africaine à l'hôtel Excelsior, l'Ambassadeur a tenu à ma présence devant les 54 pays représentés, et on m'a félicitée d'avoir bien représenté le Congo. Cela me touche.

LDB. Mwasi signifie « femme ».

Comment ce nom est-il né ?

L.B. D'une déception. Je venais d'une association de femmes africaines de la diaspora où nous ne nous retrouvions plus. Celles qui me suivaient m'ont demandé de créer autre chose, avec pour objectif la dignité de la femme africaine. Pour le nom, nous étions Angolaises, Éthiopiennes, Érythréennes, Congolaises des deux rives, et chacune a écrit « femme » dans sa langue sur un papier. Celui qui est sorti portait « Mwasi », à l'unanimité. Née fin 2020, notre plateforme, African Women in the World, réunit aujourd'hui des associations du Gabon, du Bénin, de l'Éthiopie et d'autres pays.

LDB. Pourquoi faire de la dignité de la femme africaine le cœur de votre combat ?

L.B. Parce que l'image qu'on en donne est souvent réductrice. Beaucoup ignorent que la femme africaine a contribué à faire l'histoire de l'Afrique, et ignorent ses capacités et ce qu'elle apporte à la société. Il faut aussi parler de ce qui blesse, comme l'infibulation et l'excision. Ces pratiques, ancrées dans certaines cultures, sont difficiles à faire disparaître, mais défendre la dignité de la femme, c'est regarder nos traditions avec lucidité, préserver ce qui nous élève et remettre en question ce qui porte atteinte à la personne. Nous, les femmes, sommes les piliers, parce que nous donnons la vie et éduquons les enfants.

LDB. Et concrètement, que faites-vous au Congo ?

L.B. Avec des relais comme Urgence d'Afrique, nous avons assisté des femmes et des enfants victimes d'abus dans un centre anti-violence à Mantsimou, aujourd'hui suspendu,

et nous étudions son transfert vers le nord, du côté de Kintélé. Nous avons deux centres de premiers secours à Mbono, et la construction d'un orphelinat est presque terminée à Mayanga. Nous formons aussi des femmes à l'agriculture, un projet déjà réalisé au Gabon et en cours au Congo, vers Lifoula. D'autres chantiers sont à l'étude, un appui aux pêcheurs, un soutien à des enfants en difficulté scolaire, une salle de couture pour les jeunes filles-mères, des cours d'art. Le plus beau, c'est cette équipe de volontaires qui y croit. Nous avons déjà fait l'Europe et l'Amérique, et nous demandons à tenir une étape africaine au Congo.

LDB. Vous aurez trois à cinq minutes à la tribune. Quel message porterez-vous ?

L.B. La non-violence. J'ai donné une conférence à l'université Grégorienne sur les enfants soldats, arrachés à leurs parents, drogués, une enfance violée, traumatisée, détruite. Je pense aussi à la violence faite aux femmes, dont j'ai parlé à Naples avec l'association des femmes burkinabè, qui m'a remis un chapeau de reine. Il y a des violences silencieuses, que l'on ne nomme pas. Dans nos coutumes, une femme qui vient d'accoucher peut s'absenter plusieurs mois, et ce temps doit être respecté. Quand elle est poussée à reprendre des relations contre son gré, elle peut céder, mais avec souffrance. J'ai eu des patientes qui saignaient sans que leur mari dise un mot. C'est une violence psychique et physique, enfermée dans la maison. Un homme qui aime devrait comprendre. Nous devrions tous être solidaires pour combattre toute forme de violence.

Propos recueillis par Quentin Loubou

SANTÉ

Plaidoyer pour l'achat des vaccins

Le responsable Pays du département de la mise en œuvre des programmes de l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (Gavi), Martin Morand, a plaidé le 9 octobre à Brazzaville auprès du président du Sénat, Pierre Ngolo, pour l'inscription d'une ligne budgétaire assez conséquente dans la loi de finances 2027 pour l'achat des vaccins.

Accompagné des délégués de l'Unicef et du ministère de la Santé et de la Population, le responsable Pays de Gavi au Congo est en mission annuelle visant à soutenir les efforts de la vaccination et du programme d'achat de vaccination dans le pays. « Nous avons eu le plaisir de nous entretenir avec M. le président du Sénat pour évoquer avec lui la vaccination au Congo, les enjeux autour de la vaccination, c'est-à-dire essentiellement comment maximiser le nombre d'enfants qui vont être vaccinés dans ce pays et comment faire en sorte qu'un maximum d'enfants puissent recevoir cette vaccination essentielle », a expliqué Martin Morand à la presse.

Il s'est également dit ravi de pouvoir échanger avec Pierre Ngolo et de mieux comprendre aussi comment fonctionne le Sénat et prendre des mesures liées au financement de la vaccination qui est aujourd'hui un enjeu majeur et que Gavi souhaite accompagner au mieux. Selon lui, dans le fonctionnement de la République du



La délégation répondant aux questions de la presse DR

Congo, le Sénat a un rôle tout particulier, surtout en ce moment qui précède le vote de la loi de finances de 2027. « Nous avons voulu discuter avec le président du Sénat pour comprendre aussi quels seraient les moyens à mettre en place pour s'assurer que la loi de finances prévoit les financements nécessaires à la vaccination pour 2027, notamment l'achat des vaccins. C'est vraiment une manière pour nous de nous rassurer sur le fait que tous les mécanismes soient mis en place au Congo pour que le budget

de l'Etat inscrive des fonds nécessaires pour l'achat des vaccins », a conclu le représentant Pays de Gavi.

Directeur du programme élargi de vaccination (PEV) au ministère de la Santé, le Pr Jile Florient Mimiesse a rappelé que cette mission intervient au moment où le pays éprouve de sérieuses difficultés dans l'approvisionnement en vaccins, notamment la rupture en BCG. D'où la nécessité de lancer un appel aux autorités pour qu'elles soient vigilantes sur la vaccination. « Nous sommes en difficultés depuis quelques mois en termes

de certains vaccins au PEV, en occurrence le vaccin contre la tuberculose, le BCG. Ce vaccin est en rupture, depuis quelques mois, le gouvernement est conscient de cette situation. C'est pour cela que nous faisons le plaidoyer au haut niveau pour que cette situation soit résolue », a-t-il rappelé.

Malgré cette situation, Jile Florient Mimiesse se veut confiant en rassurant la population, surtout les mamans de l'approvisionnement sous peu des hôpitaux en vaccins, en occurrence le BCG. « Avec ce plaidoyer que nous venons de faire,

le pays sera probablement approvisionné en vaccins. Donc, sous peu les antigènes qui manquaient seront disponibles au ministère de la Santé et distribués dans tous les centres de santé pour que la vaccination contre la tuberculose soit relancée. Avec ce stock que nous aurons, nous allons rattraper les enfants qui n'ont pas été vaccinés », a-t-il rassuré.

Notons que l'Alliance du Vaccin est un partenariat public-privé qui aide à vacciner plus de la moitié des enfants de la planète contre certaines maladies les plus meurtrières. Bénéficiant de l'appui de ce mécanisme depuis plus de 25 ans, le Congo va, à partir de 2030, devoir assumer les financements complets de la vaccination. En effet, au regard de son produit intérieur brut par habitant, le Congo ne pourrait plus bénéficier du soutien de cette alliance. Ainsi, le pays doit se préparer à dépenser environ 15 milliards FCFA par an à partir de 2030 contre 2 309 291 200 FCFA de cofinancement actuellement.

Parfait Wilfried Douniama

SOINS PALLIATIFS

L'Acospa plaide pour le renforcement des compétences et des moyens

L'Association congolaise des soins palliatifs (Acospa) a achevé, le 8 octobre, à Brazzaville une session de formation destinée à renforcer les compétences des professionnels de santé dans la prise en charge des patients atteints de maladies graves ou évolutives.

Pendant quatre jours, les participants ont été formés aux principes des soins palliatifs, à la prise en charge de la douleur et à l'accompagnement global du patient. Une seconde formation consacrée à la pédagogie inversée a également été organisée afin de renforcer les capacités des futurs formateurs.

Pour les participants, cette formation a notamment permis de faire évoluer le regard porté sur le malade. « Lorsqu'on fait ce genre de formation, on comprend finalement que le malade, c'est un tout. On ne voit pas que le corps qui souffre, mais également le psychisme, le côté émotionnel, le côté familial. Le fait d'écouter le malade et de le prendre dans sa globalité nous permet vraiment de changer notre approche de soins. », a souligné le Dr Danielle Obambi épouse Onganga. Elle a également plaidé pour que cette approche soit étendue à d'autres

spécialités et disciplines médicales.

Le Dr Juliana Jackson a, pour sa part, relevé que les soins palliatifs ne se limitent pas à l'administration des médicaments. « Le traitement des patients, ce n'est pas uniquement donner des médicaments, mais prendre vraiment le patient dans sa globalité », a-t-elle expliqué, appelant à poursuivre les formations et à améliorer la communication autour des soins palliatifs auprès de la population.

Au-delà de la formation, le Pr Benoît Burucoa a mis en avant la nécessité de disposer de moyens adaptés. Selon lui, « ce qui manque au Congo, comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, ce sont des médicaments et des pansements essentiels, accessibles et abordables, et puis des ressources humaines ». Il estime que le développement des soins palliatifs passe notamment par des profession-



Les participants posant aux côtés du président de l'Acospa et du formateur / Adiac

nels suffisamment outillés dans le traitement de la douleur et par la mise en place d'équipes dédiées.

Le formateur a également évoqué la perspective d'une implication progressive de l'Etat dans la pérennisation de ces dispositifs, notamment à travers le redéploiement des

ressources humaines dans les structures hospitalières. Une petite équipe mobile de soins palliatifs pourrait ainsi être mise en place avant d'étendre progressivement l'offre de soins à la communauté.

À la clôture de la session, l'Acospa a appelé ses membres à mettre en pratique

les connaissances acquises et à faire vivre l'association. Pour ses responsables, l'enjeu est désormais de passer de la formation à l'action, en faisant évoluer les pratiques et en améliorant durablement la prise en charge des patients et de leurs proches.

Gloria Imelda Lossele

LONDRES

L'ambassade de la république du Congo renforce ses liens avec la diaspora

L'ambassade de la République du Congo au Royaume-Uni a rencontré, le 3 octobre à Londres, les ressortissants congolais établis dans ce pays, à l'occasion d'une célébration en différé de la Fête nationale du 15 août.

L'ambassade de la République du Congo à Londres a organisé, le samedi 3 octobre 2026, une rencontre avec les membres de la diaspora congolaise au restaurant Tumba Grill. Cette initiative visait à consolider les relations entre la mission diplomatique et les ressortissants congolais établis au Royaume-Uni, dans un esprit de fraternité, de dialogue et de patriotisme.

La rencontre a été présidée par Émeric Cibaly, chargé d'affaires de l'ambassade, en présence des membres de la mission diplomatique, des représentants de la coordination de la communauté congolaise, de plusieurs ressortissants établis dans le pays et des amis de la république du Congo.

Parmi les participants figurait Chancel Soumah, Miss Pride Of Africa UK 22 et présidente de l'association La Guinéolose. Elle a récemment pris part à une délégation de Congolais de la diaspora, initiée par le ministre Constant-Serge Bounda et reçue, le 21 août dernier, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, à sa résidence de Mpila, à Brazzaville.

Cette rencontre, organisée dans le prolongement des festivités marquant la Fête nationale, a permis aux autorités diplomatiques de



Photo de groupe lors de la rencontre de la diaspora congolaise au Royaume-Uni

renouer le contact avec la communauté congolaise. Elle a également constitué un cadre d'échanges sur l'importance du maintien des liens entre la république du Congo et ses ressortissants vivant à l'étranger. La cérémonie a débuté par une prière dite par le père Christopher Ngolele, suivie du mot de bienve-

nue du chargé d'affaires. Émeric Cibaly a remercié les participants pour leur présence et salué leur mobilisation, tout en soulignant l'intérêt de multiplier les occasions de rencontre entre la mission diplomatique et la diaspora.

La séquence protocolaire s'est poursuivie par l'exécution des

hymnes nationaux de la République du Congo et du Royaume-Uni, avant un toast en l'honneur du pays d'origine et de sa diaspora. Une photo de famille a ensuite marqué ce moment de rassemblement. Au-delà de son caractère commémoratif, l'activité a accordé une place importante aux échanges

directs. Autour d'un repas composé essentiellement de spécialités de la gastronomie congolaise, le chargé d'affaires, accompagné des membres de l'ambassade, a fait le tour des tables pour saluer les convives et échanger avec eux. Les discussions ont notamment permis de recueillir les préoccupations et les attentes des ressortissants présents. Elles s'inscrivent dans la volonté de la mission diplomatique de renforcer sa proximité avec la communauté congolaise et de favoriser un dialogue régulier avec les compatriotes établis au Royaume-Uni. À la clôture de la rencontre, Émeric Cibaly a exprimé sa gratitude aux membres de la mission diplomatique pour leur contribution à l'organisation de l'activité. Il a également remercié le couple Lopez et l'équipe du restaurant Tumba Grill pour leur accueil et leur disponibilité.

La rencontre a pris fin à 20 heures dans une atmosphère fraternelle et conviviale. Elle a témoigné de l'importance accordée au rapprochement entre la représentation diplomatique congolaise à Londres et les ressortissants établis au Royaume-Uni, dans la perspective de consolider durablement leurs relations.

Marie Alfred Ngoma

LA BATAILLE DES BÉBÉS

Quand la démographie devient un enjeu de puissance

La chute mondiale de la fécondité bouleverse les équilibres économiques et stratégiques. Vieillesse, pénurie de main-d'œuvre, migrations, retraites et poids des marchés : derrière la crise des naissances se dessine une nouvelle géopolitique de la population. Et l'Afrique pourrait en être l'un des principaux pivots.

Et si la prochaine grande bataille de puissance ne se jouait ni sur les hydrocarbures, ni sur les terres rares, ni sur l'intelligence artificielle, mais sur... le nombre d'enfants ? La question peut sembler provocatrice. Elle devient pourtant de plus en plus stratégique. Dans une grande partie du monde, la fécondité recule durablement, parfois bien en dessous du seuil nécessaire au renouvellement des générations. Le phénomène ne concerne plus seulement l'Europe ou l'Asie orientale. La baisse s'étend à de nombreux pays. Le coût de l'éducation, du logement et de la garde des enfants, l'allongement des études, la transformation des modèles familiaux et les arbitrages professionnels contribuent à modifier profondément les comportements démographiques.

Cette évolution change la nature même de la puis-

sance.

Une population vieillissante signifie moins d'actifs pour financer davantage de retraités, des besoins croissants en matière de santé et une pression accrue sur les finances publiques. Elle peut également provoquer des pénuries de travailleurs dans l'industrie, les services, l'agriculture ou les métiers hautement qualifiés. Pour les grandes puissances économiques, l'enjeu est déjà stratégique. Le Japon, la Chine, la Corée du Sud ou plusieurs pays européens doivent simultanément maintenir leur compétitivité, financer leurs systèmes sociaux et préserver leur base productive avec des générations plus réduites. La Chine constitue à cet égard un cas particulièrement révélateur. Après des décennies durant lesquelles l'abondance de main-d'œuvre a accompagné son ascension industrielle, Pékin doit désormais composer

avec une transition démographique qui pourrait peser sur son modèle économique et son ambition de puissance à long terme.

L'Afrique, contre-modèle démographique ?

C'est ici que la carte démographique mondiale devient géopolitique. Alors que les puissances vieillissent, l'Afrique conserve une population beaucoup plus jeune, même si la fécondité y diminue également dans plusieurs pays. Cette jeunesse constitue à la fois une opportunité et un risque. Opportunité, parce qu'une population active nombreuse peut soutenir la croissance, élargir les marchés intérieurs et renforcer le poids international du continent. Risque, si les économies africaines ne créent pas suffisamment d'emplois, de logements, d'infrastructures, d'écoles et de perspectives pour ces nou-

velles générations. Le Cameroun illustre cette équation à l'échelle de l'Afrique centrale. Avec une population jeune et un positionnement au cœur de la Cémac, le pays dispose d'un potentiel démographique qui peut devenir un véritable avantage économique. Mais cet avantage ne se transformera en puissance qu'à condition d'investir massivement dans le capital humain, la formation professionnelle, la santé, l'entrepreneuriat et l'emploi productif.

La nouvelle bataille pour les talents

La démographie pourrait également transformer les politiques migratoires. Les pays vieillissants auront besoin de travailleurs. Ils chercheront donc davantage à attirer des médecins, ingénieurs, informaticiens, techniciens, chercheurs et entrepreneurs. Pour l'Afrique, le risque est connu

: voir partir ses compétences vers les économies vieillissantes. Mais une autre perspective est possible : transformer sa diaspora en réseau de compétences, d'investissements et de transferts technologiques. La compétition démographique devient ainsi une compétition pour les talents. À terme, la puissance d'un État ne se mesurera donc pas seulement à son PIB, à son armée ou à ses ressources naturelles. Elle dépendra aussi de sa capacité à faire naître, former, retenir et attirer les compétences. La question des bébés n'est donc pas une simple affaire de natalité. Elle touche au financement des États, à la compétitivité, aux migrations, à l'innovation et à la hiérarchie des puissances. Dans le monde qui vient, le véritable avantage stratégique pourrait bien être celui des sociétés capables de transformer leur démographie en capital humain.

Noël Ndong

CÉMAC

Pour Yvon Sana Bangui beaucoup reste à faire

Le gouverneur de la Banque des Etats de l’Afrique centrale (BEAC), Yvon Sana Bangui, a évoqué, au cours d’une audience avec le président Denis Sassou N’Guesso, l’importance de prendre des mesures nécessaires à l’atténuation des chocs endogènes et exogènes susceptibles de fragiliser la stabilité économique des pays de la sous-région.

En soulignant la nécessité de prendre des mesures en vue d’atténuer des chocs pouvant fragiliser la stabilité des économies de la zone Cémac, le gouverneur de la BEAC s’est toutefois dit satisfait du fait que la zone enregistre une croissance positive estimée à 3%. Yvon Sana Bangui s’est, par ailleurs, montré prévisible face aux risques liés au contexte international. *« Des efforts sont consentis. La zone fait preuve de résilience. Mais beaucoup reste à faire puisque nous sommes aujourd’hui exposés aux risques liés notamment au contexte international. Les incertitudes géopolitiques continuent de peser avec des effets sur nos écono-*



Le gouverneur de la BEAC reçu par le président de la RépubliqueDR

mies », a-t-il déclaré en faisant allusion à la situation au Moyen-Orient. Ces risques, a-t-il poursuivi, pourraient entraîner un déséquilibre budgétaire pour les Etats de la zone Cémac. Ainsi, pour maintenir l’équilibre budgétaire et

« Des efforts sont consentis. La zone fait preuve de résilience. Mais beaucoup reste à faire puisque nous sommes aujourd’hui exposés aux risques liés notamment au contexte international. Les incertitudes géopolitiques continuent de peser avec des effets sur nos économies »

prévenir les déficits à court et à long terme, le gouverneur de la BEAC pense que la diversification des économies des Etats reste un défi à relever dans la zone Cémac. *« Au-delà de ces risques, les défis dans la zone demeurent. Et notre principal défi, c’est la diversification de nos économies. Nous devons réduire notre exposition aux importations pour renforcer nos réserves de changes »*, selon lui. Optimiste sur de bonnes perspectives qui s’annoncent, Yvon Sana Bangui a indiqué que la BEAC, qui a une mission de service public, va continuer à accompagner les Etats dans le processus de leur stabilité monétaire et financière.

Les Dépêches de Brazzaville

ATELIER 5

ESPACE BEAUTÉ

Parce que vous méritez notre expertise

FORFAITS DÉCOUVERTE

Offre exclusive · Réservée aux nouvelles clientes · 1 utilisation par cliente

DÉCOUVERTE

«MON PREMIER ÉCLAT»

Hamam – 1 heure
Soin visage flash éclat – 1 heure
Pose vernis normal

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

DÉCOUVERTE

«BEAUTÉ INITIATION»

Shampooing traitant + Brushing
Massage relaxant – 1 heure
Épilation sourcils

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

NOS FORFAITS BIEN-ÊTRE

Consultez votre conseillère pour composer votre séjour idéal

Éclat Total

99 000 FCFA

Pause Bien-Être

59 000 FCFA

Beauté du Quotidien

55 000 FCFA

Reine d'un Jour

95 000 FCFA

Harmonie Couple

100 000 FCFA

Corps Sublimé

60 000 FCFA

Épilation Complète

45 000 FCFA

Abonnement Mensuel

49 000 FCFA/mois

Hamam · Gommage en grain · Massage relaxant · Soin visage unifiant · Manucure + Pédicure · Pose vernis permanent

Journée complète – économie de 36 000 FCFA

Hamam (1h) · Massage relaxant (1h) · Soin visage flash éclat (1h) · Pose vernis normal

Demi-journée – économie de 21 000 FCFA

Soins complets cheveux · Brushing · Manucure (45 min) · Pédicure (1h) · Épilation sourcils + lèvre

3 heures environ – économie de 20 000 FCFA

Soins cheveux · Tissage avec frontale · Soin visage unifiant · Maquillage de cérémonie · Manucure + Pédicure · Épilation sourcils

Événements & cérémonies – économie de 35 000 FCFA

Hamam (1h) · Massage relaxant · Manucure + Pédicure · Soin visage unifiant – pour 2 personnes

Forfait existant Atelier 5

Hamam (1h) · Gommage en grain (45 min) · Soins drainants jambes (45 min) · Massage de pieds (30 min)

Détox corps – économie de 20 000 FCFA

Aisselles · Jambes complètes · Bikini intégral · Sourcils · Lèvre supérieure

Toutes zones en 1 séance – économie de 15 000 FCFA

Shampooing + Brushing · Manucure · Pose vernis permanent · Soin visage (au choix) – engagement 3 mois

Valeur mensuelle 70 000 FCFA – économie de 21 000 FCFA/mois

CONDITIONS & INFORMATIONS

Les forfaits Découverte sont réservés aux nouvelles clientes, non cumulables, sur rendez-vous uniquement.

-Un bon de réduction de -20% est offert sur l'achat de produits à l'issue de tout forfait Découverte.

-Les forfaits sont disponibles sur rendez-vous. Annulation gratuite jusqu'à 24h avant la séance.

-L'Abonnement Mensuel est soumis à un engagement minimum de 3 mois.

-Tous les prix sont exprimés en FCFA et incluent les prestations mentionnées.

ATELIER 5 – SALON DE BEAUTÉ

Av. Amilcar Cabral, 1^{er} étage, Tours Jumelles · Face Radisson Blu Hôtel · Centre-ville, Brazzaville

Tél : 06 989 89 93 / 05 070 49 49 · Email : 242atelier5@gmail.com

@atelier5_242 | @atelier5 | @instituteatelier5

BACK TO SCHOOL 2026

Le numérique s'invite dans le cartable

De Tchiamba-Nzassi à Brazzaville, en passant par Diosso, la Fondation MTN Congo a parcouru plusieurs localités du pays à la fin du mois de septembre dans le cadre de son programme Back to School 2026. À travers la distribution de kits scolaires et de tablettes numériques, elle a accompagné des centaines d'enfants sur le chemin de la rentrée scolaire.

Derrière les cartables remis et les sourires affichés, cette initiative a surtout révélé des réalités différentes selon les lieux et les parcours des bénéficiaires. Élèves brillants, enfants vivant avec un handicap, orphelins ou jeunes en rupture scolaire : chaque étape a mis en lumière un besoin commun, celui d'avoir les mêmes chances d'apprendre et de construire son avenir.

Première étape : Tchiamba-Nzassi, encourager l'excellence

Le 25 septembre 2026, le programme a débuté à Tchiamba-Nzassi, dans le département de Pointe-Noire. Plus de 200 élèves des deux écoles primaires de la localité ont reçu des kits composés de cahiers, stylos et autres fournitures essentielles à leur scolarité.

Les meilleurs élèves ont également été récompensés par des tablettes numériques. Bien plus qu'un simple cadeau, ces outils représentent pour eux une ouverture vers de nouvelles connaissances et une opportunité de se familiariser avec les technologies qui façonnent le monde d'aujourd'hui.

Les témoignages des enfants ont illustré l'importance de cette action. Beaucoup ont souligné que ces équipements leur permettent d'accéder aux outils numériques souvent plus présents dans les grands centres urbains que dans les zones rurales.

À Diosso, un soutien aux élèves et à leur environnement

Dès le lendemain, le programme s'est poursuivi à Diosso, dans le département du Kouilou, où 400 enfants ont bénéficié de l'initiative.

Cette étape a été marquée par un partenariat avec le Club Rotary Ndin-dji. Grâce à cette collaboration, 400 kits scolaires ont été distribués, dont 200 offerts par la Fondation MTN Congo et 200 par le Rotary. Comme à Tchiamba-Nzassi, les meilleurs élèves ont reçu des tablettes numériques.

Mais l'action ne s'est pas limitée aux fournitures scolaires. Le Rotary a également financé les travaux de peinture de l'école et des logements du personnel administratif, améliorant ainsi le cadre d'apprentissage des élèves.

Les enfants n'ont pas manqué d'exprimer leur satisfaction. Au-delà des kits scolaires, ils ont salué la rénovation de leur école, devenue plus accueillante et plus agréable. Quant aux tablettes, elles ont été perçues comme une véritable passerelle vers l'univers numérique.



Le numérique trouve sa place dans le cartable

Si les besoins traditionnels de la rentrée restent les mêmes, cahiers, stylos, manuels et uniformes, les outils numériques occupent désormais une place de plus en plus importante



dans l'apprentissage.

En remettant des tablettes aux meilleurs élèves de Tchiamba-Nzassi et de Diosso, la Fondation MTN Congo a souhaité encourager l'excellence tout en favorisant une meilleure ouverture sur le monde numérique. Bien entendu, ces équipements ne

le RIPER, des enfants vivant avec un handicap ainsi que des orphelins pris en charge par la Fondation L'Archer. Tous ont bénéficié de kits scolaires et d'un accès à des outils numériques adaptés à leurs besoins. Cette étape a rappelé que la réussite scolaire ne se résume pas uniquement aux performances académiques. Pour certains enfants, le véritable défi consiste d'abord à rester à l'école, à reprendre le chemin de l'apprentissage ou à bénéficier des mêmes opportunités que leurs camarades.

Une même volonté : donner à chaque enfant les moyens d'avancer

À travers cette édition 2026 de Back to School, la Fondation MTN Congo a démontré que chaque rentrée scolaire est différente selon les réalités des familles et des communautés. À Tchiamba-Nzassi, les bénéficiaires ont vu dans les tablettes une ouverture vers le numérique. À Diosso, l'action a également contribué à améliorer l'environnement scolaire grâce à la rénovation de l'établissement.

À Brazzaville, le programme a renforcé son caractère inclusif en allant à la rencontre d'enfants aux parcours parfois plus fragiles. Au-delà des kits et des équipements distribués, l'objectif demeure le même : offrir aux enfants les outils nécessaires pour apprendre, progresser et croire en leurs possibilités. Car si les fournitures et les tablettes constituent un point de départ, c'est l'usage qu'en feront les élèves qui permettra de transformer ces opportunités en réussite durable.



suffisent pas à eux seuls à réduire les inégalités d'accès aux technologies. L'accompagnement, la connectivité et les conditions d'utilisation demeurent essentiels. Néanmoins, pour les enfants bénéficiaires, ces tablettes représentent une occasion de découvrir de nouveaux horizons et de développer leurs compétences dans un environnement de plus en plus digitalisé.

Brazzaville : une approche plus inclusive

La dernière étape du programme s'est déroulée à Brazzaville, où l'initiative a pris une dimension encore plus inclusive. Aux côtés des 50 meilleurs élèves de l'école primaire de La Poudrière, la Fondation MTN Congo a également accompagné des enfants en rupture scolaire suivis par

ROISSY-EN-BRIE

L'IFBA mobilise les femmes autour de la lutte contre le cancer du sein

À l'occasion d'Octobre Rose, l'association Impact femmes battues et abattues (IFBA), présidée par Nasdene Kodja, a organisé, le samedi 3 octobre, à la Maison des associations de Roissy-en-Brie, en France, une rencontre de sensibilisation au cancer du sein, axée sur la prévention, le dépistage précoce et l'accompagnement des femmes touchées par la maladie.

Placée sous le signe de la solidarité et de la prévention, cette troisième édition a rassemblé des femmes de tous âges, des professionnels de santé, des acteurs sociaux ainsi que des élues et élus de la ville, parmi lesquels François Bouchart, maire de la ville hôte. L'initiative s'inscrivait dans le cadre d'Octobre Rose, campagne internationale consacrée à la lutte contre le cancer du sein. Pour cette occasion, la présidente de l'IFBA s'est entourée d'un panel pluridisciplinaire composé notamment du Dr Milca Tai, des assistantes sociales Eyane Kounianga, Hélène Lamago et Amenorice Mabila-Maguissa, ainsi que de l'infirmière Kery. Une femme ayant survécu au cancer du sein a également pris part aux échanges pour partager son expérience avec l'assistance. Les interventions ont permis d'aborder les principaux enjeux liés à cette maladie, notamment les moyens de prévention, l'importance du



dépistage précoce et la nécessité d'une prise en charge adaptée. Un médecin a, à cet effet, présenté des données relatives au cancer du sein avant de mettre l'accent sur les démarches permettant de favoriser une détection à temps. Moment particulièrement marquant de la rencontre, le témoignage d'une survivante a suscité une vive émotion parmi les participantes. Revenant sur son parcours, elle a évoqué les épreuves traversées, notamment les deux ablations subies,

ainsi que le long processus de reconstruction personnelle après la maladie. Son récit, empreint de douleur mais également d'espoir, a mis en lumière les difficultés physiques et psychologiques auxquelles sont confrontées les femmes touchées par le cancer du sein. Au-delà des aspects médicaux, les échanges ont également souligné l'importance de l'accompagnement social et psychologique des patientes. Les assistantes sociales présentes ont notamment rappelé que la

prise en charge d'une femme atteinte d'un cancer ne saurait se limiter aux soins médicaux, mais doit également tenir compte de sa situation familiale, sociale et psychologique. À travers cette initiative, l'IFBA entend contribuer à lever les tabous qui entourent encore les questions de santé féminine et encourager les femmes à parler de leurs difficultés, à rechercher des informations fiables et à solliciter un accompagnement approprié. Pour l'association, Octobre Rose ne doit pas se réduire à une campagne ponctuelle, mais constituer une occasion de renforcer durablement la sensibilisation, l'écoute et la solidarité envers les femmes confrontées à la maladie. « *Dépister; prévenir; accompagner; soutenir et surtout ne jamais perdre l'espoir* », a déclaré Nasdene Kodja en clôturant la rencontre, avant de donner rendez-vous aux participantes pour une prochaine édition en 2027.

Marie Alfred Ngoma

AFRIQUE CENTRALE

L'économie circulaire devient un nouvel enjeu industriel

Au Forum mondial de l'économie circulaire de Gandhinagar, la Banque africaine de développement pousse un agenda qui pourrait transformer la manière dont l'Afrique centrale exploite ses ressources. Déchets, agriculture, équipements électroniques, matériaux, minerais : derrière la circularité se joue désormais une bataille pour la valeur ajoutée, l'emploi et les chaînes de production régionales.

L'économie circulaire n'est plus seulement une affaire de gestion des déchets. Elle s'impose progressivement comme un instrument de politique industrielle et de transformation économique. C'est l'un des enseignements du Forum mondial de l'économie circulaire (WCEF), organisé à Gandhinagar, en Inde, où la Banque africaine de développement a appelé à accélérer les investissements dans ce secteur en Afrique. Plus de 2 500 délégués venus de plus de 65 pays ont participé à cette dixième édition. Pour la BAD, l'enjeu est désormais de rapprocher les politiques de circularité des impératifs d'industrialisation, de sécurisation des approvisionnements et de création d'emplois. Pour l'Afrique centrale, cette évolution est particulièrement stratégique. La région dispose de ressources naturelles considérables, mais demeure confrontée à une faiblesse persistante des capacités de transformation locale. L'économie circulaire ouvre un autre front : produire davantage de valeur à partir des ressources déjà extraites ou utilisées, prolonger leur durée de vie et créer de nouvelles filières industrielles régionales.

Des déchets aux chaînes de valeur
Le potentiel est considérable. Selon les données présentées au Forum,

les pertes céréalières post-récolte atteignent environ 4 milliards de dollars par an en Afrique. La valorisation des déchets municipaux pourrait représenter jusqu'à 8 milliards de dollars annuels. Les équipements électroniques mis au rebut contiennent également plusieurs milliards de dollars de matières premières valorisables. Pour l'Afrique centrale, ces flux peuvent devenir des marchés. Dans les grandes agglomérations de la CEMAC et de la RDC, la croissance urbaine génère chaque année d'importants volumes de déchets ménagers, industriels, électroniques et de construction. Leur collecte, leur tri, leur transformation et leur réutilisation pourraient favoriser l'émergence de PME spécialisées, d'emplois techniques et de nouvelles activités industrielles. Mais l'enjeu dépasse largement les capitales. L'agriculture, l'agro-industrie, le bois, les matériaux de construction et les équipements électriques offrent également des possibilités de récupération, de transformation et de réemploi. La question est donc moins de savoir comment éliminer les déchets que de déterminer qui contrôlera les nouvelles chaînes de valeur qu'ils représentent.

Le test du marché régional
C'est ici que l'Afrique centrale est confrontée à son principal défi : la fragmentation des marchés. Une économie circulaire performante nécessite des volumes suffisants, des normes communes, des infrastructures logistiques, des données fiables et des règles prévisibles. Pour les pays de la CEMAC et de la CEEAC, la construction d'un véritable marché régional des matières recyclées et des produits reconditionnés pourrait ainsi devenir un levier supplémentaire d'intégration économique. L'harmonisation des réglementations, la circulation des matières secondaires et la mutualisation de certaines infrastructures pourraient permettre aux entreprises de dépasser la seule dimension nationale. Le potentiel est d'autant plus important que l'Afrique centrale possède plusieurs économies complémentaires. La République démocratique du Congo dispose d'importantes ressources minières, le Cameroun d'une base agricole et industrielle diversifiée, le Congo et le Gabon de puissants secteurs liés aux ressources naturelles et forestières, tandis que les autres économies de la région peuvent contribuer à différents maillons des

chaînes régionales. L'objectif ne serait donc pas simplement de recycler davantage, mais de construire des filières régionales de transformation.

Une nouvelle bataille pour la valeur

Le calendrier démographique donne une dimension supplémentaire à cette transformation. En 2050, une personne sur quatre dans le monde devrait vivre en Afrique, tandis que les besoins en logements, infrastructures et biens de consommation vont fortement augmenter. Pour l'Afrique centrale, le risque serait de répondre à cette demande en important massivement des produits finis, puis d'exporter les déchets et les matières récupérables. L'alternative consiste à intégrer la circularité dans la stratégie d'industrialisation : réparer plutôt que remplacer, transformer plutôt qu'exporter,

récupérer plutôt que jeter, produire régionalement plutôt que dépendre systématiquement des importations. La prochaine phase de l'ACEF, envisagée pour 2027-2032, doit justement rapprocher les stratégies nationales des investisseurs et des entreprises. Après Kigali, qui avait accueilli le premier WCEF organisé en Afrique en 2022, le message venu de Gandhinagar est clair : l'économie circulaire entre dans la bataille mondiale pour les ressources et les marchés. Pour l'Afrique centrale, l'enjeu sera de ne pas rester au stade des politiques publiques et des projets pilotes. La véritable réussite se mesurera à la capacité de transformer les déchets, les matières agricoles, les équipements usagés et les ressources récupérées en entreprises, en emplois et en chaînes de valeur régionales.

Noël Ndong

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Diantété Manguet Kylliam Djema.
Je désire désormais être appelé Eckyno Kylliam Djema.
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime peut s'opposer dans un délai de trois (3) mois.

FÉDÉRATION CONGOLAISE DE LA DANSE

Le président Orchy Nzaba installé dans ses fonctions

La cérémonie d'installation du président de la Fédération congolaise de la danse, Orchy Nzaba, a eu lieu le 7 octobre, dans la mythique salle du Cercle culturel Sony-Labou-Tansi en présence des passionnés des arts de la danse. La cérémonie a été placée sous les auspices du secrétaire chargé des finances de l'Union nationale des écrivains et artistes du Congo (Unéac), James Gassongo, représentant le président Henri Djombo.

Dans son discours d'ouverture de la cérémonie d'installation, James Gassongo a signifié qu'ils sont sur la terre de la danse : la rumba, le kibourikiri, le ntsawa, le yeza yeza, la ma tchota, le mopacho, le dombolo, les danses ya ba pomba, pour ne citer que celles-là, car il y en a tant d'autres. *«Tous, nous aimons, savourons et connaissons la danse. Ici au Congo, en Afrique, et même sur toute cette planète, nous célébrons cet art riche et envoûtant qui nous transporte, nous fait voyager ou nous accompagne dans nos pleurs. Oui, nous dansons, nous célébrons la danse ; mais au-delà de tout, elle est un art, un métier, une importante discipline qui remplit un grand rôle dans notre société et exige une fédération à la hauteur»*, a indiqué James Gassongo.

Pour le représentant du président de l'Unéac, la danse n'est pas seulement un mouvement ou un art du corps. *«Elle est la mémoire vive de nos peuples, le pouls de notre identité et le souffle qui relie nos traditions et notre modernité. En procédant ce jour à l'installation officielle de la Fédération congolaise de la danse, l'Unéac pose un*

jealon capital : celui de la structuration, de la valorisation et de l'émancipation de nos talents», a souligné James Gassongo.

En effet, au sortir de l'assemblée générale extraordinaire des 11 et 12 juillet dernier, l'Unéac a résolument choisi de relancer et de redynamiser ses structures. C'est dans ce cadre dynamique que le président de cette fédération a été élu. Ce bureau qui prend ses fonctions, porte une lourde mais magnifique responsabilité : celle de donner à la danse congolaise la place d'excellence qu'elle mérite sur les scènes nationales et internationales.

Aux membres du nouveau bureau, James Gassongo leur a rappelé les piliers de leur action : la créativité, la compétence, la discipline, la diversité dans l'unité et, par-dessus tout, l'engagement collectif. Il est certes beau de prendre fonction, mais le vrai défi est d'assurer pleinement son rôle et de remplir sa mission avec passion et plaisir. *«Le chemin de la création exige rigueur, solidarité et vision. Vous trouverez toujours auprès de l'Union nationale des écrivains et artistes congolais l'accompagnement et l'écoute nécessaires pour réussir votre noble mission»*, a-t-il porté



James Gassongo s'entretenant avec les membres du nouveau bureau/DR

conseils aux membres du nouveau bureau de la Fédération.

Un vibrant plaidoyer pour la danse congolaise

À l'occasion de l'installation de la fédération congolaise de la danse, une activité supervisée par James Gassongo, délégué de l'Unéac, le président nouvellement installé dans ses fonctions, Orchy Nzaba, a captivé l'assistance par un discours d'une profonde intensité. Traversant les âges et les styles, des danses rituelles aux danses tradi-modernes, en passant par la danse contemporaine et la danse classique, il a rappelé toute la richesse du patrimoine chorégraphique congolais.

Au cœur de son intervention, un appel poignant a résonné comme une urgence : la nécessité absolue d'écrire et de documenter les danses congolaises. Face au risque de voir disparaître à jamais des pans entiers de «notre mémoire corporelle», le président de la fédération de danse, a insisté sur le fait que le mouvement, bien qu'éphémère, doit impérativement s'ancrer dans l'écrit pour traverser les générations.

Bruno Zéphirin Okokana

DISPARITION

Marien Fauney Ngombé rend hommage à Cheikh Hamidou Kane

L'écrivain congolais Marien Fauney Ngombé a rendu un vibrant hommage à Cheikh Hamidou Kane, à travers une lecture littéraire, sociologique et économique de «L'Aventure ambiguë». Pour l'écrivain congolais, Cheikh Hamidou Kane, décédé la nuit du 3 au 4 octobre à Dakar au Sénégal, à l'âge de 98 ans, est plus que jamais actuel.

Marien Fauney Ngombé commence son hommage par cette interrogation : «Et si L'Aventure ambiguë nous parlait encore, avec une étonnante acuité de l'Afrique d'aujourd'hui ?». Pour comprendre cette actualité, a-t-il dit, il faut revenir à deux personnages essentiels : la Grande Royale et Samba Diallo. La Grande Royale représente d'abord une forme de lucidité politique. Face à l'arrivée de l'école occidentale, elle comprend que les Diallobé ne peuvent pas simplement se protéger du changement. Il faut aller à la rencontre de ce nouveau pour comprendre comment ceux qui les dominent ont acquis leur puissance. Son choix est donc stratégique : apprendre de l'autre pour ne plus le subir. C'est toute la portée de sa décision d'envoyer les enfants à « l'école nouvelle ». *«Mais Cheikh Hamidou Kane ne s'arrête pas là. Avec Samba Diallo, il nous montre le coût humain et culturel de cette ouverture. Samba est un enfant brillant. Il reçoit d'abord une solide formation spirituelle auprès de Thier-*



no, puis excelle dans l'enseignement occidental et poursuit ses études de philosophie à Paris. Il acquiert donc des savoirs nouveaux, mais se retrouve progressivement déchiré entre deux univers», a écrit Marien Fauney Ngombé.

Poursuivant son hommage, l'écrivain congolais signifie que

l'Afrique possède l'une des populations les plus jeunes du monde. Et la pression sur les marchés du travail va continuer à augmenter : selon l'Organisation internationale du travail, la population active jeune d'Afrique subsaharienne devrait augmenter de 72,6 millions entre 2023 et 2050. Mais

cette jeunesse reste encore largement sous-utilisée. En 2025, environ 70,9 millions de jeunes africains âgés de 15 à 24 ans, soit 23,2 %, sont sans emploi et ne suivent ni études ni formation. Et derrière ces chiffres se trouve une autre réalité sociale : les jeunes femmes sont particulièrement exposées.

En Afrique, les deux tiers des jeunes en situation de NEET (ni en emploi, ni en étude, ni en formations) sont des femmes. Voilà pourquoi la question posée par Cheikh Hamidou Kane dépasse largement le cadre littéraire. Elle devient une question de développement humain et économique. *« Nous devons massivement investir dans l'éducation, les STEM- sciences, technologies, ingénierie et mathématiques, la formation professionnelle, le numérique, l'entrepreneuriat et l'innovation. Mais former ne suffit pas. Encore faut-il créer les écosystèmes permettant à ces compétences de produire de la valeur en Afrique : industrialisation, transformation locale*

des matières premières, contenu local, recherche, innovation et chaînes de valeur africaines », a poursuivi Marien Fauney Ngombé.

Enfin l'écrivain souligne que l'Afrique ne doit pas se fermer au monde. Elle doit au contraire apprendre, coopérer, maîtriser les technologies et s'approprier les connaissances disponibles. Mais elle doit aussi être capable de produire ses propres modèles, adaptés à ses réalités économiques, sociales et culturelles. C'est peut-être là l'une des grandes leçons de «L'Aventure ambiguë» : S'ouvrir au monde sans se perdre. Apprendre des autres sans renoncer à penser par soi-même. Se moderniser sans se déraciner. Plus de soixante ans après sa publication, Cheikh Hamidou Kane reste donc étonnamment contemporain. La question posée hier aux Diallobé est peut-être celle qui se pose aujourd'hui à toute l'Afrique : Comment transformer l'ouverture au monde en puissance, plutôt qu'en dépendance ?

B.Z.Ok.



MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE
PROJET D'AMELIORATION DES SERVICES D'ELECTRICITE

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET
(SERVICES DE CONSULTANT - SELECTION DE FIRMES)
N° 009/MEH/PASEL/UGP-SC-2026

Recrutement d'un bureau d'études chargé de réaliser deux (02) Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de réhabilitation, de renforcement et d'extension des réseaux de distribution MT/BT, de réhabilitation et de construction des postes de transformation MT/BT, ainsi que d'installation de 10 000 luminaires LED à Brazzaville et à Pointe-Noire

Pays : République du Congo
Nom du projet : Projet d'Amélioration des Services d'Electricité
Prêt BIRD n° : 9686-CG
Intitulé de la Mission : Recrutement d'un bureau d'études chargé de réaliser deux (02) Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de réhabilitation, de renforcement et d'extension des réseaux de distribution MT/BT, de réhabilitation et de construction des postes de transformation MT/BT, ainsi que d'installation de 10 000 luminaires LED à Brazzaville et à Pointe-Noire
N° de référence : CG-083-PASEL-SC-26

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour couvrir le coût du Projet d'Amélioration des Services d'Electricité et a l'intention d'affecter une partie des ressources accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat de services d'un bureau d'études pour la réalisation de deux (02) Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de réhabilitation, de renforcement et d'extension des réseaux de distribution MT/BT, de réhabilitation et de construction des postes de transformation MT/BT, ainsi que d'installation de 10 000 luminaires LED à Brazzaville et à Pointe-Noire.

2. Les services de consultant (« les Services ») sont essentiellement axés sur les objectifs suivants :

- décrire de manière détaillée les sous-projets et les différentes activités prévues ;
- délimiter et caractériser les zones d'influence directe et indirecte des travaux ;
- analyser les différentes alternatives techniques et environnementales permettant d'éviter ou de réduire les impacts négatifs ;
- établir la situation environnementale et sociale de référence des zones d'intervention ;
- identifier et analyser les enjeux environnementaux, sociaux, sanitaires et sécuritaires ;
- identifier les risques et impacts positifs et négatifs, directs, indirects, cumulés et résiduels ;
- analyser les risques spécifiques liés aux infrastructures électriques ;
- évaluer les risques d'électrocution, d'incendie et d'accidents ;
- analyser les risques liés à la présence de câbles électriques souterrains ou exposés ;

- évaluer les risques liés à l'occupation des emprises électriques ;
- analyser les enjeux fonciers liés aux sites des postes et aux emprises des réseaux ;
- identifier les activités économiques susceptibles d'être affectées ;
- analyser les risques liés aux travaux de génie civil et aux excavations ;
- analyser les risques liés à la gestion des déchets électriques et autres déchets dangereux
- évaluer les risques de pollution des sols et des eaux ;
- analyser les risques liés aux VBG/EAS/HS ;
- analyser les risques liés à la santé et à la sécurité des travailleurs et des communautés ;
- analyser les impacts sur la biodiversité, lorsque cela est pertinent ;
- analyser les risques liés au patrimoine culturel ;
- réaliser des consultations publiques inclusives et participatives ;
- prendre en compte les préoccupations spécifiques des femmes, des jeunes et des personnes vulnérables ;
- proposer un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) pour chaque ville ;
- définir les modalités de suivi environnemental et social ;
- proposer un budget détaillé de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales ;
- définir les responsabilités institutionnelles pour la mise en œuvre du PGES ;
- élaborer un mécanisme de gestion des plaintes adapté aux activités, en cohérence avec le MGP du PASEL ;
- préparer tous les documents nécessaires à la validation nationale et à la non-objection de la Banque mondiale.

3. La durée totale de la mission est estimée à soixante-dix (70) jours calendaires.

4. Les Termes de Référence (TDR) détaillés de la mission sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

5. Le Projet d'Amélioration des Services d'Electricité invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à faire part de leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection de la liste res-

treinte sont les suivants :

- a. Activités principales ou expérience générale du consultant et nombre d'années d'expérience**
- Justifier d'au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine des évaluations environnementales et sociales ;
 - Fournir des références vérifiables de missions similaires réalisées avec succès, accompagnées, lorsque disponibles, d'attestations de bonne fin d'exécution et de coordonnées de personnes de contact permettant leur vérification.
- b. Expérience spécifique du consultant**
- Le consultant devra justifier de :**
- d'une expérience dans la réalisation d'EIES de projets d'infrastructures ;
 - d'une expérience dans les projets énergétiques ou électriques ;
 - d'une expérience dans les projets financés par la Banque mondiale ou d'autres partenaires techniques et financiers ;
 - d'une bonne maîtrise de la réglementation environnementale congolaise ;
 - d'une bonne connaissance du Cadre environnemental et social de la Banque mondiale.
- c. Capacité technique et managériale du consultant**
- Disposer d'une équipe pluridisciplinaire qualifiée, composée d'au moins sept (07) experts-clés, présentant les qualifications, compétences et expériences minimales définies dans les Termes de référence ;
 - Disposer d'une organisation et de moyens permettant d'assurer la bonne exécution de la mission dans les délais prévus.

6. L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, juillet 2016 révisé en novembre 2017, juillet 2018, novembre 2020, septembre 2023, février 2025 et septembre 2025 (« Règlement de Passation des Marchés »), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts. En outre, veuillez-vous reporter aux informations spécifiques suivantes sur les conflits d'intérêts liés à cette mission : Les Consultants ne peuvent être engagés pour des missions qui seraient incompatibles avec leurs obligations présentes ou passées envers d'autres clients, ou qui risqueraient de les mettre dans l'impossibilité de remplir leur mandat au mieux des inté-

rêts de l'Emprunteur.

7. Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.
8. Un Consultant sera sélectionné selon la méthode SQC (Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant) telle que définie dans le Règlement de Passation des Marchés.
9. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de lundi à vendredi, de 8h00 à 16h00 heures locales.
- Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, en personne, en quatre (04) exemplaires, dont un (01) original et trois (03) copies, accompagnées d'une version électronique sur clé USB, au plus tard le 20 novembre 2026 à 14 h 00 (heure locale), à l'adresse mentionnée ci-dessous et porter la mention : « Avis à manifestation d'intérêt n° 009/MEH/PASEL/UGP-SC-2026 relatif au recrutement d'un bureau d'études chargé de réaliser deux (02) Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de réhabilitation, de renforcement et d'extension des réseaux de distribution MT/BT, de réhabilitation et de construction des postes de transformation MT/BT, ainsi que d'installation de 10 000 luminaires LED à Brazzaville et à Pointe-Noire ».

Projet d'Amélioration des Services d'Electricité
À l'attention de : Olivier MAZABANTONDELE, Coordonnateur du PASEL
Adresse : 22 Avenue Albert BASSANDZA (Non loin de la Clinique COGEMO)
Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo
Tél : +242 06 443 4136

Fait à Brazzaville, le 09 OCT 2026
Le Coordonnateur
Olivier MAZABANTONDELE
PASEL

HÔPITAL GÉNÉRAL DE LOANDJILI

La structure tient la VII^e session ordinaire du comité de direction

La septième session ordinaire du comité de direction (Codir) de l’Hôpital général de Loandjili s’est ouverte, le 10 octobre, dans la ville océane à l’hôtel Elaïs, sous les auspices de sa présidente, la Pre Yolande Voumbo Matoumona, en présence du représentant du préfet.

Dans son mot de circonstance, la présidente du Codir a souligné que la septième session ordinaire se tient à un moment particulier marqué par la reprise du service progressif des activités de l’hôpital après quelques semaines de service minimum mais aussi par l’installation, depuis près d’une année, d’une nouvelle équipe chargée du pilotage de cet établissement sanitaire. Profitant de cette session, la Pre Yolande Voumbo Matoumona a félicité le Dr Casir Ondonda, nouveau directeur de l’hôpital général de Loandjili, et a remercié tous les administrateurs et autres invités présents à ces assises. «Votre présence en ces lieux témoigne votre engagement indéfectible, au renforcement de la gouvernance de notre formation sanitaire et, au-delà, de l’intérêt que vous portez à l’amélioration de la santé des populations de Pointe-Noire et des départements environnants », a-t-elle dit.

La présidente du Codir a, pour ce faire, invité les participants de se souvenir que l’accroissement de l’investissement dans le capital humain en général et le renforcement du capital humain sur l’aspect santé figurent parmi les actions prioritaires du projet de société « Accélérons la marche vers le développement » du président de la République, Denis Sassou Nguesso. Plusieurs documents seront examinés et adoptés au cours de ces assises. Il s’agit, entre autres, du procès-verbal de la 6^e Session ordinaire du Codir 2024, la fiche synthèse sur la mise en œuvre des délibérations du Codir 2024, examen des comptes administratifs et de gestion exercice 2024-2025; le rapport synthèse des activités à mi-parcours exercice 2026 ; projet de plan de travail annuel budgétisé et budget programme exercice 2026, le projet de plan de travail annuel budgétisé projet de 2027 ainsi que l’examen



Les participants à la septième session/Adiac

et l’adoption des projets de délibérations. Face à ces défis majeurs qui s’imposent, notamment l’optimisation et la sécurisation des ressources financières et matérielles afin de garantir tant soit peu la modernisation du plateau technique, la permanence des soins et rester à la pointe du progrès médical, la Pre Yolande Voumbo Matoumona a invité les participants à des débats construc-

tifs et pragmatiques. « Notre objectif commun doit être de consolider les acquis, de corriger les insuffisances et d’innover là où le besoin s’en fait sentir », a-t-elle martelé. L’oratrice a également salué le dévouement de l’ensemble du personnel de l’hôpital de Loandjili qui, en dépit des conditions de travail parfois complexes, œuvrent toujours avec résilience pour répondre aux besoins de

la population. La présidente du Codir a aussi remercié le gouvernement de la République, notamment le ministre de la Santé et de la Population, Pr Jean Rosaire Ibara, et les autorités départementales pour le soutien constant et multiforme. Il reste convaincu, que la qualité de leurs échanges permettra de hisser plus haut la charte qualité de leur établissement sanitaire.

Charlem Léa Itoua

SALUBRITÉ

L’école primaire 31 juillet 1969 assainie

En prélude à la rentrée scolaire, le chef du cabinet de l’administrateur-maire de Talangaï, sixième arrondissement de Brazzaville, Raoul Gobo, a lancé le 4 octobre les travaux d’assainissement de l’école primaire 31 Juillet 1969, située au quartier Mpila.

Initiée par le Club assainissement et sport Mpila-Intendance, en collaboration avec la mairie de Talangaï, l’opération de lutte contre l’insalubrité répond à la circulaire qui institue chaque premier samedi du mois une activité de salubrité publique. Cette opération d’assainissement a permis aux membres desdites organisations de désherber, ramasser et brûler les tas d’ordures. Ils ont ensuite lavé les classes et essuyé les tables-bancs. «Je remercie la mairie de Talangaï pour avoir mis à la disposition de notre club

les moyens logistiques, matériels et autres ressources nécessaires pour l’aboutissement de cette activité d’assainissement. L’état de l’établissement n’était pas vraiment bon pour que les élèves puissent commencer cette rentrée », a déclaré Brel Marcelle Mbourangan, président du Club Assainissement et sport Mpila Intendance. Ce dernier a aux autorités du pays d’avoir un regard sur l’école primaire 31 juillet 1969 qui est l’unique école publique de la première circonscription électorale de Talangaï.

Lors de l’intronisation de l’administrateur-maire par le préfet du département de Brazzaville, l’autorité municipale du sixième arrondissement s’était engagé à maintenir un cadre de vie propre et agréable pour éviter les odeurs nauséabondes. « Le volet assainissement est parmi tant d’autres qui a attiré notre attention en ce jour. Et quand on nous a saisis, nous avons pensé qu’ensemble, nous devons parrainer cette activité. Et nous sommes arrivés sur place pour travailler avec cette association », a déclaré Raoul Gobo, chef du cabinet de l’administrateur-maire de Talangaï.

Il a également dénoncé certains actes inciviques perpétrés dans cet établissement scolaire et imploré que les mesures sécuritaires soient prises en urgence. « Les gens cassent les tables-bancs, ils font ce qu’ils veulent. Pendant les vacances, c’est un lieu où les bandits viennent déposer les matières fécales et faire du vandalisme », a déploré le chef du cabinet de l’administrateur-maire de Talangaï.

Fortuné Ibara



L’assainissement de l’école primaire 31 Juillet 1969/Adiac

FESTIVAL INTERNATIONAL DU RIRE

Tuseo accueille plus d’une dizaine d’artistes humoristes à Brazzaville

La 19^e édition du Festival international du rire de Brazzaville (tuSeo) se tient sur le thème « Soleil et défis », du 22 au 23 octobre, à l’Institut français du Congo et le 24 octobre au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. La ville brazzavilloise va vibrer au rythme du rire, de la scène et du talent des artistes de différents pays.



Trois jours durant, des artistes venus de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, du Burundi, du Gabon, du Burkina Faso, de la Côte d’Ivoire, de la Guinée et d’ailleurs vont monter sur scène pour faire vivre des moments inoubliables au public brazzavillois, parmi lesquels Herman Amisi, Alain Dooly, Fidèle Ngansy (République démocratique du Congo), Oualas (Côte d’Ivoire), Marcellin Eucon (Burundi), Aladj Clachi (Burkina Faso), Fredelitus (Gabon), M. Satina, Dr Rigel Gandhi (Guinée), Elvira Dinga, Mvata, Nana Cepho, Gad Gadios, Ya Rabbi, Junior 007 (Congo). Tuseo signifie « éclats de rire » en langue lari. Il a pour objectif d’offrir une scène et un tremplin aux humoristes locaux et africains, qui étaient auparavant relégués au second plan lors des concerts musicaux. Ce rendez-vous culturel est devenu incontournable en Afrique centrale, il réunit chaque année des artistes francophones venus de divers pays. Créé en octobre 2004, TuSeo est le premier Festival international du rire de Brazzaville, il œuvre pour la promotion de la création contemporaine des humoristes d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. « Dans la tête » de l’artiste ivoirien Oualas ouvrira en soirée les portes du festival. L’entrée est payante.

Rosalie Tsiankolela Bindika



COMMISSION GENERALE DE PASSATION DES MARCHES N°1
Décision N°024/GR/2025 du 24 janvier 2025

Sélection internationale ouverte n°150/BEAC/DGEFRI-CRCT/SIO/Ser/2026 pour l'acquisition et la mise en œuvre d'une plateforme couvrant les activités du marché monétaire de la CEMAC et du Dépositaire Central Unique

Dans sa volonté de contribuer significativement à la modernisation de l'environnement économique et financier de la CEMAC, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a initié à partir d'octobre 2009 la réforme de sa politique monétaire. A cet effet, elle envisage, sur ressources propres, l'acquisition et la mise en œuvre d'une plateforme couvrant les activités du marché monétaire de la CEMAC et du Dépositaire Central Unique. Aussi, elle invite, par le présent avis de sélection, les cabinets qualifiés, intéressés et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°05/24/CEMAC/UMAC/CM portant adoption du Code des marchés de la BEAC, notamment la sélection sur la base de la qualité technique et du coût.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier de sélection rédigé en français peut être consulté gratuitement et retiré dans toutes les Directions Nationales de la BEAC et aux Services Centraux à l'adresse indiquée ci-dessous :

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX

Direction Générale de l'exploitation - DGAM, 14ème étage, Porte 14.12

736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - CAMEROUN

60 40 23 222 (+237); 30 40 23 222 (+237):

29 33 23 222 (+237):

@ : cgam.scx@beac.int / dgam.scx@beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de deux millions (2 000 000) francs CFA. Le paiement devra être effectué exclusivement par virement bancaire en faveur des Services Centraux de la BEAC.

Virement zone CEMAC :

RIB Services Centraux : 91001 00090 20000009901 07

Objet : frais de soumission sélection n°{à renseigner par le soumissionnaire}

Transfert international (hors zone CEMAC) :

Correspondant : Banque de France

SWIFT Code : BDFEFRPPXXX

Numéro de compte : FR76 3000 1000 6400 0000 5104 277

Destinataire : BEACCMCX090

Objet : frais de soumission appel d'offres n°{à renseigner par le soumissionnaire}

La réunion de cadrage obligatoire se tiendra le mercredi 21 octobre 2026 à 11 heures 00 minute. Seules les entreprises s'étant acquittées des frais de soumission seront autorisées à y prendre part.

Les soumissions, conformes au règlement particulier de la sélection, devront être déposées, sous pli fermé, à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le jeudi 19 novembre 2026 à 12 heures 00 minute.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX

BUREAU D'ORDRE, 15ème étage, porte 15.01

736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - CAMEROUN

Les propositions reçues après le délai fixé seront rejetées.

Les soumissions seront ouvertes en deux phases aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés (document écrit et signé), qui souhaiteraient assister aux séances d'ouverture. Les plis administratifs et techniques seront ouverts le jeudi 19 novembre 2026 à 13 heures 00 minute et les plis financiers seront ouverts le mercredi 02 décembre 2026 à 13 heures 00 minute.

Yaoundé le,

Le Responsable,

TCHIAMBA-NZASSI

Edith Vérone Dibas-Franc distribue des kits scolaires aux enfants

La conseillère municipale, Edith Vérone Dibas-Franc a procédé, le 3 octobre, à la remise de plus de 600 kits scolaires aux enfants du cycle primaire du district de Tchiamba-Nzassi. Une action de solidarité qu'elle renouvelle chaque année à l'occasion de la rentrée des classes pour aider les familles.

L'année scolaire 2026-2027 commence avec plein d'espoir pour les enfants du district de Tchiamba-Nzassi, car Edith Vérone Dibas-Franc vient de leur faire un don de kits scolaires pour leur permettre d'apprendre dans de bonnes conditions pour construire un avenir meilleur. Au total, plus de 600 kits scolaires selon le niveau de classe de chaque élève contenant le matériel indispensable ont été distribués, à savoir des cahiers, des ardoises, des stylos, des crayons, des craies, des sacs à dos et bien d'autres.

En faisant ce geste, Edith Vérone Dibas-Franc vise non seulement à alléger les charges des parents d'élèves, mais également à fournir à chaque enfant le matériel essentiel pour son éducation.

Cette action, qui se renouvelle chaque année, illustre bien la volonté de la bienfaitrice à contribuer à l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves dans cette partie du pays. Le district de Tchiamba-Nzassi compte 22 villages fonctionnels, cette action



Edith Vérone Dibas-Franc distribuant les kits scolaires aux enfants/DR

était concentrée sur neuf villages, notamment les villages Cayo, Banga-cayo, Fouta, Mbouloutombi, Tandou-Mboma, Tchimzi, Tchitanzi, Tchiamba et Nzassi.

Un moment fort de solidarité et d'espoir

L'événement a été un moment fort

de rencontre et de partage, renforçant les liens d'amitié entre les enfants, les enseignants mais également entre parents. Les sourires des enfants recevant leurs cadeaux témoignaient de l'importance de ce geste simple mais porteur d'avenir pour eux. Chaque kit remis symbolise une nouvelle opportunité,

celle de démarrer l'année scolaire dans de bonnes conditions, avec des outils adaptés et l'assurance de pouvoir suivre les cours comme les autres élèves.

Dans son mot de circonstance, Edith Vérone Dibas-Franc a d'abord salué le président de la République, qui a fait de l'ensei-

gnement son crédo, et remercié ses partenaires avant d'exhorter les élèves à faire bon usage de ces fournitures reçues. « Ces kits représentent bien plus que de simples objets, ils sont une clé pour vous permettre d'accéder à l'éducation dans de bonnes conditions et de développer votre potentiel, soyez respectueux envers vos enseignants et, surtout, ne tombez pas dans la l'oisiveté », a-t-elle dit. Cette action a suscité des réactions positives dans les familles bénéficiaires. Grâce à ce don, leurs enfants aborderont cette année scolaire avec confiance et sérénité. Les chefs de villages ont salué ce geste de solidarité qu'ils jugent précieux pour la communauté. Notons qu'Edith Vérone Dibas-Franc est également présidente de la Fondation pour orphelins et personnes démunies. L'activité s'est déroulée en présence de quelques autorités locales et des responsables des établissements scolaires.

Hugues Prosper Mabonzo

CHAMPIONNATS NATIONAUX DE HANDBALL

L'AS Otoho et l'Étoile du Congo confirment leur suprématie

Au terme des championnats nationaux seniors et juniors ainsi que dames et hommes, qui se sont déroulés à Brazzaville du 27 septembre au 3 octobre au gymnase Nicole Oba de Brazzaville, les formations de l'Association sportive Otoho et de l'Étoile du Congo ont remporté les trophées des seniors lors des finales de haute intensité.



AS Otoho juniors célèbre son titre/Adiac

Les dames d'Otoho ont dominé la compétition de bout en bout en remportant tous leurs matchs. La finale qui les a opposées aux filles du Handball Club Kali n'a été qu'une formalité (28-20). L'expérience et les individualités des joueuses d'Otoho ont pris le dessus sur la vivacité et le collectif de Kali.

Les hommes de l'Étoile du Congo ont non seulement défendu leur titre, mais ont aussi prouvé leur statut de champions d'Afrique dans l'enceinte du gymnase Nicole-Oba rempli d'amoureux de la petite boule. Avec un bilan de

zéro défaite, les Stelliens ont imposé leur jeu à l'AS Otoho (26-17) lors de la finale des seniors hommes.

Du côté des finales juniors, les garçons de l'AS Otoho ont dominé la surprenante équipe de la Jeunesse sportive de la Likouala sur le score étrié de 31-28. C'est sur le même score que les filles de l'Étoile ont battu celles d'Otoho en finale juniors dames. Durant toute la compétition, les matchs ont été âprement disputés, au point où certaines équipes de l'intérieur ont secoué celles de Brazzaville. Les performances

individuelles ont également été récompensées, notamment les meilleurs buteurs et certains cadres qui se sont illustrés par leur fidélité et leur dévouement. Notons que ces compétitions ont réuni près de vingt-cinq équipes et clubs, dont huit en seniors et seize en juniors, toutes catégories confondues, venues des différentes ligues départementales. Les finales se sont déroulées en présence de plusieurs cadres sportifs et autorités du pays. Le rendez-vous est pris pour la saison sportive 2026-2027.

Rude Ngoma

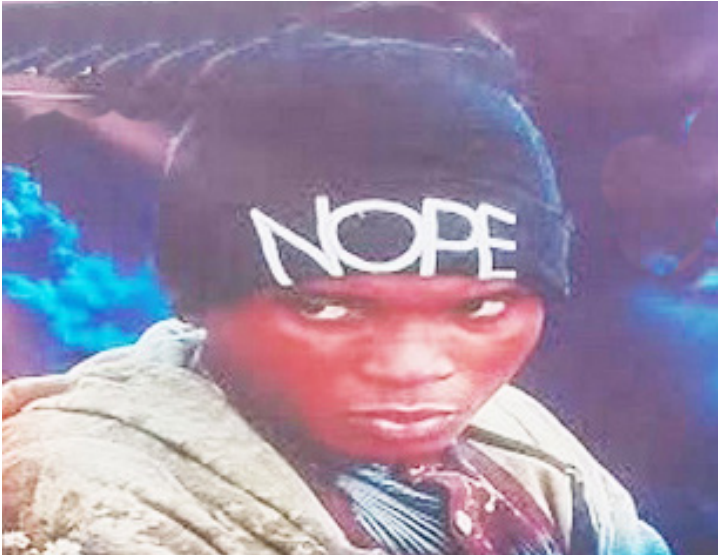
CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Angueki Prisca Nadine. Je souhaite désormais être appelée Ekiri Angueki Prisca Nadine.

Toute personne ayant un intérêt légitime à s'opposer à ce changement de nom est invitée à faire connaître son opposition dans un délai de trois (3) mois à compter de la présente publication.

Passé ce délai, aucune opposition ne pourra être prise en considération.

NÉCROLOGIE



Véronique Nkoussou, Charles Bouetoum Kiyindou, Eric Olivier Ngoma ainsi que les membres du groupe WhatsApp « Kanda » en France ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur fils, neveu et proche, Oliver Ngoma, survenu le 28 septembre 2026 à Brazzaville, à l'âge de 26 ans.

Le lieu de recueillement permanent est établi au 119, rue Nzoko, à Makélékélé, Brazzaville, à l'arrêt Sénégalais, par l'avenue Fulbert-Youlou vers le Pont Djoué..

L'enterrement est prévu pour le 14 octobre 2026.

Pour tout renseignement, prière de contacter le +242 06 971 91 72.

EDUCATION

Le complexe scolaire Angola Libre inauguré

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a mis en service, le 9 septembre, le complexe scolaire Angola Libre, dans le premier arrondissement Makélékélé, dont les travaux s'étaient achevés depuis plusieurs mois. L'évènement solennel a réuni les membres du gouvernement, les présidents des institutions, les autorités municipales, les élèves et la population en liesse.

Comme celui de la Liberté à Talangai, inauguré il y a peu, ainsi que bien d'autres à travers le pays, le complexe scolaire Angola Libre est construit avec les fonds de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC). Il est constitué de blocs sur une superficie totale de 40.000m². Le premier bloc dédié aux cycles préscolaire et primaire comprend trois bâtiments plain-pied comprenant des salles de classe, des bureaux et un bâtiment servant de cuisine et de magasin.

Pour le cycle primaire sont construits six bâtiments d'un niveau comptant douze salles de classe, une inspection, une médiathèque et une guérite. Pour le cycle du collège, la SNPC a prévu douze bâtiments à un niveau comprenant dix-huit salles de classe, un bloc administratif d'un niveau, deux bâtisses plain-pied, une médiathèque et une guérite modernes.

En ce qui concerne le cycle du lycée, trois bâtiments à un étage de dix salles



Une vue du complexe scolaire Angola Libre/Adiac

chacun, deux autres de huit salles chacun y sont construits, ainsi qu'un laboratoire, une médiathèque et une guérite.

En plus des salles de classe, la SNPC a prévu dix appartements modernes dont six de type F3 et quatre de type F4, servant de logements pour le personnel administratif et enseignant. Dans la concession bien modernisée, il y est aménagé un espace sportif comprenant un terrain de football, un autre de basketball, une salle de gymnastique et de box, un terrain de judo et

de karaté, une piste d'athlétisme et une aire de jeux moderne pour les activités physiques.

Pour permettre aux élèves de s'abreuver en eau, la société a érigé un forage industriel, cinq château d'eau, deux locaux techniques et un poste de police pour assurer la sécurité de l'établissement. Le complexe scolaire Angola Libre a une capacité d'accueil de dix mille élèves.

S'exprimant à cet effet, le directeur général de la SNPC a réitéré l'engagement de sa structure à

poursuivre les efforts d'offrir aux élèves congolais un cadre d'apprentissage digne afin de former les futures élites. « Ce joyau est un écosystème éducatif complet composé d'un préscolaire, d'une école primaire, d'un collège et d'un lycée doté d'une capacité d'accueillir 10.000 élèves et qui réunit au total 100 salles de classe. Il complète la longue liste des écoles déjà construites par la SNPC à travers le pays, dont le lycée Antoine-Dzingaouba construit à Oyo dans

la Cuvette, le complexe scolaire Jean-Baptiste de Tchimimizi, dans le département du Kouilou, et le complexe scolaire de La Liberté à Talangai, dans le 6e arrondissement », a souligné Maixant Raoul Ominga. Pour sa part, le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, s'est réjoui de la construction de cet établissement qui vient améliorer le cadre d'enseignement et d'apprentissage au Congo.

Firmin Oyé

ENI CONGO

De bonnes perspectives de production du pétrole et du gaz

Le président directeur général d'Eni-Congo, Claudio Descazi, a présenté au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le 9 octobre, à Brazzaville les investissements réalisés par le groupe pétrolier italien au Congo ainsi que les perspectives de développement en matière de production du pétrole et du gaz. « Nous avons étendu la production à presque 160.000

barils par jour. À propos de l'exploration du bloc 24, une analyse des données sismiques est en cours pour voir comment forer le premier puit en 2027 », a-t-il fait savoir. Dans le cadre de la société d'entreprise, Claudio Descazi a rassuré le président de la République de la poursuite des travaux de la ligne électrique reliant Pointe-Noire à Brazzaville. « Nous sommes en train de réhabiliter la ligne Djéno-Pointe-Noire-Brazzaville. Il y a un plan très important qui est l'étude pour augmenter la capacité de la centrale électrique de Djéno en vue d'atteindre 600 mégawatt puis 1000 mégawatt », a expliqué le président directeur général d'Eni-Congo au sortir de l'audience que lui a accordée le président Denis Sassou N'Guesso.

Les Dépêches de Brazzaville



Le président Denis Sassou N'Guesso accueillant le PDG d'Eni-Congo/DR

« Nous sommes en train de réhabiliter la ligne Djéno-Pointe-Noire-Brazzaville. Il y a un plan très important qui est l'étude pour augmenter la capacité de la centrale électrique de Djéno en vue d'atteindre 600 mégawatt puis 1000 mégawatt »